11 décembre 1983 - Seul le prononcé fait foi

Télécharger le .pdf

Entretien accordé par M. François Mitterrand, Président de la République, aux quotidiens yougoslaves "Vjesnik" et "Politika", notamment sur la politique gouvernementale de la gauche depuis 1981 et les relations internationales, Paris, dimanche 11 décembre 1983.

QUESTION.- ...Changement profond qui est intervenu dans l'histoire de votre pays par votre élection. Mon pays était parmi ceux de l'opinion publique dont votre élection a suscité un tel espoir, afin d'un changement important. Considérez-vous que l'on pourra poser la question aujourd'hui comme le résultat, la tendance, le changement le plus précieux au-cours de cette première partie de votre septennat.

- LE PRESIDENT.- Le plus précieux, c'est difficile à dire. Depuis deux ans et demi nous avons fait beaucoup de travail, et nous avons transformé profondément de larges secteurs de notre activité, de nos institutions. Une très importante réforme par exemple a été celle de nos structures d'Etat, puisque nous avons décentralisé, c'est-à-dire placé la responsabilité au niveau de la gestion locale comme on ne l'avait pas fait depuis deux siècles en France. C'est un changement très important de moeurs, d'habitudes et de pratiques gouvernementales.

- Nous avons également, je crois, profondément modifié tout notre système judiciaire et donné plus de liberté, de capacité au citoyen pour vivre selon ses convictions, en paix, dans la justice civile.

- Nous avons également défini de nouveaux droits des travailleurs, en-particulier dans l'entreprise, l'endroit où ils vivent, où ils passent toute une longue partie de leur vie et où ils devraient exercer des droits comme ils en exercent dans leur vie civique. Nous avons également, je le crois, accompli un acte très important en engageant une restructuration de notre industrie, qui avait tendance à fléchir, pour que nous restions dans la grande concurrence internationale. Et nous sommes en effet parmi les quatre pays les plus développés industriellement dans le monde, et pour cela nous nous sommes dotés d'un instrument : l'élargissement du secteur public, c'est-à-dire les nationalisations de quelques grandes industries, de quelques grands groupes industriels qui, dans quelques domaines importants (l'ordinateur, l'armement, les industries chimiques, etc...) représentaient une possibilité pour la puissance publique d'orienter la conquête du futur.

- Les réformes que nous avons faites dans tous les domaines, y compris dans le domaine culturel sont, je crois, considérables. Elles ont un peu bousculé l'opinion qui a reçu tout cela d'un seul coup, un peu rapide peut-être. On ne les a pas encore bien assimilées mais je crois que les historiens s'en rendont compte plus tard, avec une idée directrice qui était de répartir plus justement le produit national entre les couches sociales, entre les individus, toujours vers plus de justice. Voilà un certain nombre de données, je pourrais en ajouter d'autres.\

QUESTION.- Depuis votre élection, monsieur le Président, la France a entrepris un effort immense pour assurer au pays une meilleure justice sociale, et des -rapports plus humains entre Français. Je voudrais savoir comment considérez-vous les résultats dans ces deux domaines ?

- LE PRESIDENT.- Les résultats sont quand même très sensibles. L'énumération des réformes dans le domaine de la justice par exemple, serait longue à-partir de l'abolition de la peine de

mort, de la suppression de tous les tribunaux d'exception, cour de surêté, tribunaux militaires, lois d'exceptions qui étaient nombreuses en France malheureusement, et puis la réforme du code pénal -entreprise, là toute une série de dispositions nouvelles dans la gestion de l'administration de la justice. Je crois vraiment que cette oeuvre là s'inscrira dans notre histoire antérieure.
- Même dans les moments les plus difficiles, puisque nous sommes emportés par la crise qui bouscule le monde occidental, nous avons quand même réussi quelques grandes performances industrielles, nous avons fait des réformes fiscales, et je crois qu'aujourd'hui des millions de Français prennent une part plus grande au produit national qu'auparavant. D'ailleurs cela est facile à démontrer. Ceux qui en bénéficient ne s'en rendent pas toujours compte, parce que l'expression principale, c'est celle de la classe dirigeante d'hier et les Français ont quelquefois tendance à ignorer les progrès réalisés parce que ces progrès ont été souvent au prix de quelques sacrifices demandés aux catégories les plus favorisées. Enfin, cela c'est la démarche normale d'un gouvernement qui s'appuie sur la -majorité des travailleurs, des producteurs, mais nous avons des problèmes difficiles parce que, comme nos voisins, nous avons à affronter les problèmes de l'inflation, les problèmes du chômage, nous devons assurer notre commerce extérieur, nous avons une tâche difficile qui freine un peu nos efforts.\
QUESTION.- Monsieur le Président, je voudrais vous poser une question pour quelqu'un qui a lu quelques-uns de vos ouvrages, pour l'opinion publique yougoslave serait très intéressant d'établir, ne serait-ce que brièvement un lien qui est un peu vu par vous-même entre le socialisme et la liberté. C'est un thème que vous avez souvent invoqué.
- LE PRESIDENT.- J'y tiens beaucoup parce que pour moi, il n'y a pas de socialisme sans liberté. Et la liberté, elle est de plusieurs ordres. On avait coutume pendant toute la durée du XIXème siècle d'identifier la liberté à l'exercice de la démocratie politique. Les libertés, les droits de l'homme et du citoyen, c'est une dimension nécessaire mais pas suffisante car dans le même moment on voyait se développer une société industrielle injuste. Au moment même où on inscrivait sur les frontons des bâtiments publics "Liberté, Egalité, Fraternité", on voyait des millions d'hommes, le prolétariat, qui n'avait ni liberté, ni égalité, ni fraternité. La liberté politique était assortie d'une liberté économique avec toutes les conséquences sociales que cela implique, et je considère que le socialisme c'est la liberté en trois dimensions auxquelles il faudrait, peut-être ajouter une quatrième qui est la liberté ou l'émancipation culturelle. Voilà la démarche qui est la nôtre.\
QUESTION.- Les réformes qui ont été mises en oeuvre sous votre inspiration, monsieur le Président, coïncident avec des difficultés très graves que connait l'économie mondiale, la France en est atteinte comme beaucoup d'autres. Quelles seraient d'après vous les difficultés spécifiques de la France dans cette passe qui n'est pas facile, et quelle est la manière pour les surmonter ?
- LE PRESIDENT.- Il faut de la ténacité, et de la patience. Le mal dont nous souffrons présentement et dont il faut absolument se guérir c'est l'inflation. J'ai trouvé une inflation de 14 % par an, c'était beaucoup trop. La plupart de nos échanges se font avec les pays de la communauté des Dix `CEE`, en-particulier avec l'Allemagne `RFA` dont l'inflation était beaucoup plus faible, ce qui était pour nous une source de difficultés, alors on a décidé d'engager cette bataille, nous avons déjà abaissé l'inflation de cinq points en deux ans et nous voulons poursuivre cet effort pour nous rapprocher de 5 % par an.
- Mais en même temps nous voulons préserver l'emploi, ce sont deux démarches qui se heurtent parfois. Préserver l'emploi, c'est-à-dire tenter de moderniser les industries vieillies, les doter de tous les moyens modernes que l'électronique permet, bref un développement qui ouvre la compétition. Cela nécessite une très forte mobilisation de capitaux, si bien que nous avons pour cela mis des mesures en oeuvre qui nous permettent de penser que nous recueillerons les -fruits de cet effort au bout de quelques années, mais simplement au bout de quelques années. En attendant, beaucoup de mes compatriotes se disent : "Mais alors, à quoi sert cet effort ?" ils s'en rendront compte un peu plus tard. Je crois qu'ils rendront -justice à ceux qui les gouvernent aujourd'hui parce qu'ils s'apercevront de plus en plus que nous avons un grand dessein et que nous poursuivons ce dessein avec obstination. Bien entendu nous avons beaucoup d'autres travaux actuellement en cours, mais enfin la lutte contre l'inflation et la lutte contre le chômage

travaux actuellement en-cours, mais enfin la lutte contre l'inflation et la lutte contre le chomage sont deux batailles absolument indispensables. Il faut avancer avec assez de sagesse pour que le blocage rapide de l'inflation ne provoque pas un trop grand bouleversement de notre industrie et pour que la modernisation de notre industrie se produise quand même avec un équilibre également aussi sage que possible entre le maintien des vieilles industries qui sont nécessaires à notre pays et la mise en oeuvre de nos industries de pointe. C'est notre loi et notre effort principal. Quand je dis industries de pointe, je comprends toujours l'agro-alimentaire, c'est-à-dire j'englobe notre agriculture dans cette façon de voir.\
QUESTION.- En abordant un peu le chapitre sur la politique internationale, monsieur le Président, si vous me le permettez, l'opinion publique en Yougoslavie serait très curieuse, très désireuse de savoir un peu sur ce principe d'équilibre qui guide la France d'après certaines de vos récentes déclarations dans son action internationale. Je ne parle pas seulement du champ de l'Europe, n'est-ce pas, d'euromissiles, enfin différents points, comme principe, n'est-ce pas de point de vue de l'équilibre comme il est dit.
- LE PRESIDENT.- Je crois que c'est un principe fondamental de la vie internationale actuelle. Il faut commencer par penser à l'équilibre entre les forces stratégiques, forces nucléaires, entre ceux qui en possèdent. Parce que si un pays est trop puissant par-rapport aux autres, vous imaginez bien quelle est la tentation. Cela provoque des réflexes de peur chez les autres, et des risques de conflits, de guerre se développent. C'est la première notion d'équilibre, mais cet équilibre doit être également tenu, à mon avis, dans les relations du Nord et du Sud. Si le Nord accapare les richesses, le Sud se révoltera, et puis d'ailleurs, le Nord ne pourra pas accaparer toutes les richesses, le Sud représente la grande masse de l'humanité. On ne peut pas vivre ainsi à côté d'un monde en révolte légitime, sans être finalement victime soi-même de ce manque d'équilibre. Il faut donc un plan qui équilibre les chances et des pays industrialisés, et des pays en voie de développement. Je pense que le rôle des pays non alignés est capital dans cet équilibre, il y a ceux de l'Ouest, il y a ceux de l'Est, puis il y a ceux qui même s'ils sont à l'Ouest, même s'ils sont à l'Est ne veulent pas être entraînés dans cette compétition. Ce contre-poids est un facteur décisif d'équilibre. Nous comptons sur ce que vous représentez, vous pays non alignés.\
QUESTION.- Et quelle est la position plus particulièrement de la France par-rapport à ce mouvement ?
- LE PRESIDENT.- C'est un -rapport que je crois amical, et confiant. La France, loyale dans ses alliances, n'en est pas moins par bien des aspects tout à fait maîtresse de ses décisions, elle n'est soumise à personne, à aucun bloc, aucune directive venue de l'extérieur, aucune injonction. La démarche qui est la vôtre, c'est une démarche que la France pour l'essentiel approuve. Nous n'avons aucun intérêt à voir les problèmes du monde entier partagés entre l'Est et l'Ouest, aucun intérêt, et moi-même qui appartiens à l'Ouest je vous le dis et pourtant, je suis tout à fait solidaire de l'Ouest, parce que c'est notre culture, notre civilisation, notre environnement, notre histoire, mais je pense que les conflits qui se déroulent au Proche-Orient, en Afrique, un peu partout dans le monde, ou bien en Amérique centrale ne devraient pas obéir à la compétition Est - Ouest. C'est là que les non-alignés peuvent jouer un rôle que j'appellerai de contre-poids donc d'équilibre indispensable.\
QUESTION.- Déclinant l'issue catastrophique, vous avez vous-même, monsieur le Président, déclaré récemment que le monde traverse la crise la plus grave depuis celle de Cuba. Quelles sont, monsieur le Président, dans les circonstances actuelles les éléments qui pourraient susciter d'avantage d'espoir dans le monde ?
- LE PRESIDENT.- Mais je reste plein d'espoir. J'ai dit que les deux crises précédentes, celle de Cuba et celle de Berlin ont été dominées, celle-ci le sera aussi. Je vous l'ai dit tout à l'heure cela dépend du sens de la responsabilité des dirigeants du monde, et puis aucun d'entre eux ne veut faire la guerre, donc on peut s'affronter en menaçant mais entre la menace et la réalité, il y a encore, heureusement, une grande différence. Non, je crois vraiment que les chances de dominer cette troisième crise sont réelles dès lors que des conditions d'équilibre sont créées. C'est pourquoi la France qui, je vous l'assure, n'est pas du tout militariste, en se dotant de forces

[illegible]
défensives, dissuasives, autonomes et nationales, se trouve en mesure de regarder avec beaucoup de force d'âme, beaucoup de sérénité, une évolution dangereuse, mais en sachant que cette évolution doit normalement être réglée en quelques mois ou en quelques années.\
QUESTION.- Monsieur le Président, dans une de vos conférences de presse que vous avez eue depuis votre élection, vous avez mentionné le besoin que vous ressentez en principe à la longue de dépasser les partages symbolisés à tort ou à raison.
- LE PRESIDENT.- A tort d'ailleurs, en-particulier par votre pays.
- QUESTION.- C'est cela, à tort ou à raison, mais en mesurant les lenteurs de l'histoire, j'ai rendu compte à l'opinion yougoslave et cela a suscité un très grand intérêt, alors, je me permets de répéter la question.
- LE PRESIDENT.- Ecoutez, monsieur, à la fin de la guerre mondiale, les principaux pays du monde ont développé un plan qui s'est identifié à des zones d'influences. L'Europe s'est trouvée ainsi partagée en zones d'influences. Pas d'une façon, vous l'avez dit vous même, aussi claire qu'on le croit aujourd'hui. La Yougoslavie, la Tchécoslovaquie, la Pologne sont trois exemples de ce qui, à cette époque, pouvaient être différents de ce qui c'est passé aujourd'hui. Rien n'était écrit. Mais enfin malgré tout la force des symboles est grande, Yalta signifie le partage en zone d'influence des deux plus grandes puissances sur l'Europe. J'ajoute que la France elle-même est un exemple, qu'en réalité, elle ne se trouve pas comprise dans ce partage puisqu'elle est dotée de sa force nucléaire autonome, on pourrait en dire autant de la Grande-Bretagne. Mais simplifions quand même, c'est vrai que ces deux blocs ont coupé l'Europe en deux.\
QUESTION.- La Yougoslavie tout aussi bien, monsieur le Président, elle est un peu hors bloc.
- LE PRESIDENT.- Absolument, j'ai cité la Yougoslavie tout à l'heure. La Tchécoslovaquie n'était pas prévue comme devant entrer dans le bloc de l'Est. Pendant longtemps le sort a hésité sur la Pologne. On peut dire que la Yougoslavie est le seul pays dont la volonté nationale, et non pas simplement une série de hasards, s'est affirmée en tant que telle : elle était capable d'imprimer à l'histoire de l'Europe une direction différente. C'est intéressant à observer. Malgré tout, les deux plus grandes puissances gardent une force incomparable pour l'instant, et continuent d'exercer une influence déterminante sur de larges parties de l'Europe. On ne sortira pas de cette situation comme cela par miracle, et je dirais même, que vouloir en sortir prématurément pourrait provoquer des tensions £ pour l'instant ce n'est pas la peine de multiplier les tensions. Je crois que c'est une volonté politique qu'il faut avoir, et regarder ce qui se passera pour la génération suivante. Moi je serais très sensible à ce que l'Europe retrouve une histoire commune. Il n'est pas écrit à l'avance que l'Europe doit être éternellement coupée en deux. Après tout, même dans la Communauté occidentale on est dix `CEE`. Il y a la Grèce on pourrait dire pourquoi pas la Yougoslavie, il y a l'Allemagne `RFA` pourquoi pas l'Autriche, il y a la France pourquoi pas l'Espagne, il y a le Danemark pourquoi pas la Pologne ? C'est parce qu'il y a une ligne qui s'est établie, et cette ligne est artificielle, elle est le résultat d'un -rapport de forces à un moment donné, mais l'histoire est plus grande que cela, plus puissante que tout cela, donc moi je ne me résigne pas à voir l'Europe coupée en morceaux, mais je ne suis pas imprudent, et je pense que l'on ne peut pas déplacer les pièces d'un échiquier aussi facilement que l'on voudrait. Alors il faut ménager les intérêts, les susceptibilités des grandes puissances avec lesquelles nous tenons à entretenir également de bonnes relations. Nous sommes alliés des Etats-Unis, nous Français, et quelles que soient les opinions, les idéologies quelquefois les intérêts qui se confrontent, je tiens à garder une amitié qui a été constante avec le peuple russe `URSS`. Donc tout cela exige quelques ménagements.\
QUESTION.- Monsieur le Président, votre discours de Cancun qui a suscité un nouvel espoir dans les pays du tiers monde, résonne encore dans nos mémoires. Malheureusement, les développements antérieurs n'ont pas confirmé cet espoir, comment serait-il possible de renverser cette tendance, d'appauvrissement permanent des pays en voie de développement ?
- LE PRESIDENT.- Ce n'est pas à moi tout seul, ni à la France, en dépit de son importance, de décider du sort du monde et du tiers monde. Si je me suis exprimé à Cancun, c'est précisément pour faire entendre quelques vérités essentielles qu'il faut répéter sans cesse. Un jour elles seront

entendues mais cela ne se fait pas d'un seul coup. D'autant plus que quand je me suis exprimé à Cancun, c'était précisément au moment où l'on entrait dans une période où le monde industriel et surtout les américains semblaient se désintéresser de plus en plus du développement du tiers monde donc, j'ai poussé un cri d'alarme. Il sera entendu un jour ou l'autre, mais il faudra du temps.\
QUESTION.- A la veille de votre départ en Yougoslavie, je vais vous poser la question sur les relations. D'abord, vous connaissez déjà la Yougoslavie, en allant en Yougoslavie, vous vous rendez dans un pays amical, ami, que pensez-vous sur l'avenir de ces relations amicales, du point de vue de leur contenu et des possibilités réelles de leurs améliorations.
- LE PRESIDENT.- Nous avons toutes les raisons de bien nous entendre. Nous avons des raisons historiques, il ne faut jamais les négliger £ il ne faut pas croire que parce que les siècles passent, les générations soient si différentes £ il y a des intérêts permanents qui réapparaissent toujours, des sentiments d'amitié entre le peuple français et combien d'hommes illustres, mais aussi de peuples qui ont fait votre histoire £ vous les retrouvez à tous les siècles. Je me souviens d'avoir rencontré des Serbes, des Croates dans mon camp de prisonniers de guerre, et je me souviens des liens de fraternité qui s'étaient créés entre nous, il y avait des souvenirs de l'autre guerre mondiale, des souvenirs de toutes sortes qui revenaient, et on sympathisait beaucoup, c'était instinctif. Donc cela existe, ce n'est pas négligeable cela ne serait pas suffisant parce que le monde de la vie quotidienne, de l'économie est un monde cruel. Cela ne suffirait pas, mais enfin c'est une bonne base. Pour le reste, il se trouve que des liens de sympathie se sont créés. Votre pays est un pays farouchement national, dans lequel on a montré un courage formidable, exceptionnel pour sauvegarder à plusieurs reprises l'indépendance nationale à plusieurs reprises en l'espace de quelques années, avec beaucoup de sacrifices humains, beaucoup de morts. Vraiment c'est un peuple exemplaire pour cela, très courageux, personne dans le monde ne peutse dire que la Yougoslavie et les peuples qui la composent soient des peuples que l'on puisse aisément dominer £ on s'accroche au sol, on aime son pays, cela nous touche nous Français, c'est une vertu exemplaire.\
`Suite réponse sur les relations franco-yougoslaves`Pour nos relations, je crois que sur le -plan industriel et bancaire, elles se sont resserrées au-cours de ces derniers temps. Nous nous sommes entraidés dans un moment de crise dont vous souffrez également, et je crois que les dirigeants yougoslaves ont senti que la France était plus ouverte que d'autres à leurs difficultés qui sont des difficultés auxquelles personne ne peut se flatter d'échapper. Si l'on met un peu plus de force dans nos échanges culturels alors que tout y est disposé, nous ajouterons quand même quelque chose qui manque un peu. Nous ne sommes pas très loin les uns des autres, mais on ne se connait pas assez. Il y a une sorte de conscience collective très profonde comme si nous étions des peuples frères, et en même temps des frères qui ne se fréquentent pas assez, parce qu'ils sont séparés par quelques montagnes et par quelques vallées. C'est comme cela, je crois que c'est notre devoir à nous, responsables de ces Etats, d'animer, de ranimer nos relations. J'espère que ce voyage servira à cela.
- QUESTION.- Nous espérons sincèrement aussi, monsieur le Président.\